

«La transition politique en Mauritanie : bilan et perspectives»

L'ONG "International Crisis Group" installé à Bruxelles avec des ramifications aux Etats-Unis et en Russie, a publié le 24 avril 2006 son 53ème Rapport sur la Mauritanie sous le titre "La transition en Mauritanie : bilan et perspectives"

Pour le Rapport qui aborde le déclin de l'ancien régime, celui-ci était parvenu à se maintenir au pouvoir grâce au recentrage opéré au sein de l'armée. Le pouvoir se consolidera davantage, selon le Rapport, par des avancées perçues comme un outil de légitimation. Ce pouvoir bénéficierait également, d'après le document, de l'appui de la classe néo-traditionnelle et celle du "corps intermédiaire" de la société mauritanienne. Toutes les tares de l'ancien système sont passées au crible, notamment "le clientélisme, le tribalisme, les nominations sur des critères non méritocratiques dans la fonction publique, la généralisation des marchés alloués sans appels d'offre, les appels d'offres truqués, le détournement systématique de l'aide internationale, l'accès au crédit et la revente des sociétés privatisées aux seuls "amis" politiques et la corruption qui gangrène non seulement l'économie mais également l'administration".

L'aspect politique

Sont cités en filigrane les différents scrutins que le pays a connu depuis 1992, la déstabilisation de l'opposition naissante, les arrestations de leaders politiques, l'inféodation de la justice et de l'appareil législatif largement dominé par le parti du président, le PRDS, sans compter les nombreuses atteintes aux droits de l'Homme et la pratique presque institutionnalisée de la torture.

Pour le Rapport, la défaite du parti au pouvoir aux élections de 2001 à Nouakchott et Nouadhibou, qui regroupent 40% de la population, sonne l'hallali d'un système qui sera rudement secoué le 8 juin de la même année. Aussi, "cette élection prouvait à la fois la fragilité du pouvoir" mais aussi sa promptitude à mettre en place les mécanismes susceptibles de contenir toute opposition (dési-

gnation du Maire central de Nouakchott au forceps, emprisonnement de Ould Haidalla et de son staff).

"Des lors, souligne le document "dans l'opinion publique, l'idée que ce blocage politique ne pouvait être dépassé que sur un mode énergique voire violent, semble être devenue majoritaire vu l'impossibilité de changer le pouvoir par voie électorale". A la crise politique, venait se greffer selon l'ONG, l'affaiblissement et la discréditation de l'Etat au profit d'une redistribution clientéliste qui frustrait les nombreux laissés pour comptes de ce système quasi-mafieux. Le bradage des ressources publiques et la convergence des intérêts allaient déboucher sur la création d'une oligarchie, celle des Smacides, des Oulad Bousbâa, des Oulad Ghaylan, des Idawali et des Regueibat, qui concentrent entre leurs mains la quasi-totalité de la richesse nationale. Ainsi, selon Crisis "des groupes oligarchiques, aux attaches et aux connivences à la fois économiques, politiques et tribales, se sont développés dans la proximité du chef de l'Etat", annonçant des frictions exacerbées à l'approche de l'exploitation pétrolière et de ses mannes. La conclusion à laquelle le Rapport est vite parvenue à l'issue de cette analyse, est que les arbitrages, souvent dénoncés, du chef de l'Etat, en faveur de tel ou tel groupe, constitueraient un aspect explicatif du coup du 3 août. La fracture aurait été consommée, selon cette position, après le rapprochement de l'ancien régime vis-à-vis des Etats-Unis et d'Israël au détriment de l'allié traditionnel français avec qui la brouille semble avoir été consommée après l'affaire Ely Ould Dah.

Parmi les ingrédients qui ont contribué à la chute de l'ancien régime, le Rapport semble se focaliser sur l'aspect sécuritaire (purges dans l'armée, inégalités de traitement entre les différents corps (une garde prétorienne surarmée et suréquipée et le reste vivant la misère), tentatives de putsch en 2000, 2003 et 2004, menace des Cavaliers du Changement, attaque de la garnison de Lemghelt et les zones d'ombre qui l'entourent.

Révolution de Palais

Pour le Rapport, l'homme fort de la junte qui a pris le pouvoir en

Mauritanie le 3 août 2005 alors que le Président Ould Taya se trouvait en Arabie Saoudite, est incontestablement le colonel Ely Ould Mohamed Vall, 55 ans, études secondaires en France, formation militaire au Maroc, à l'Académie militaire de Meknès, licence en droit. Un homme qui coiffe depuis vingt ans l'appareil sécuritaire du pays et dont les pouvoirs seront renforcés après le coup manqué de juin 2003. Il pilote la police, le renseignement militaire et coordonne la cellule de crise de l'Armée. Un homme qui connaît le secret le plus intime de tous les leaders politiques, de toutes les personnalités qui comptent dans le pays. Réputé proche idéologiquement des mouvements nationalistes arabes, présenté tantôt comme "l'homme des Français" et tantôt comme "l'homme des Marocains", Ely a très tôt rassuré les principaux partenaires de la Mauritanie. Sa parenté avec le numéro deux du putsch du 3 août, le colonel Mohamed Ould Abdel Aziz qui commande le Basep, le bataillon d'élite dévoué au président, son appartenance à la tribu des Oulad Bousbâa classée parmi les groupes oligarchiques qui gravitaient autour de l'ancien chef de l'Etat, ont suscité quelque peu la méfiance des partenaires qui craignaient la main mise d'un même ensemble tribal sur l'appareil politique et économiques de l'Etat, avec l'implication d'un autre proche qui dirige le patronat local. "Les risques d'un second coup d'Etat ne pourraient être écartés" selon les termes du document. Celui-ci progresse, et rapporte les intentions formulées par les nouvelles autorités, entre autres, la mise en place des conditions favorables d'un jeu démocratique ouvert et transparent sur lequel la société civile et les acteurs politiques auront à se prononcer librement". Sont annoncés le référendum constitutionnel qui prône l'alternance pacifique au pouvoir, la transparence des élections, la présence d'observateurs internationaux à tous les scrutins, l'inéligibilité du Président, des membres du CMJD et du gouvernement.

Pour le Rapport de Crisis, ces promesses restent encore des promesses et rappellent vaguement celles données en 1978 et en 1984.

Réactions et arbitrages

Sous le thème "Premières réactions et premiers arbitrages", le Rapport note la satisfaction de l'opinion publique mauritanienne au lendemain du putsch du 3 août, y compris le propre camp de l'ex-chef de l'Etat.

Faisant l'analyse des forces politiques en place, le Rapport les classe en deux pôles. La majorité présidentielle, PRDS, UDP, RDU et une constellation de partis satellites. L'opposition légale subdivisée en "radicaux" comme le RFD de Ahmed Daddah et AC de Messoud Ould Boulkheir, et en "modérés" comme l'UPF de Mohamed Ould Maouloud et Front Populaire de Chbih Cheikh Mélaïne. Les leaders politiques sont même gratifiés de petits commentaires. Ainsi, Ahmed Ould Daddah, c'est "l'ex-fonctionnaire international longtempis catalogué comme représentant des élites du Trarza et proche des islamistes", Mohamed Ould Maouloud, est "l'homme politique qui était favorable (avec Chbih Ould Cheikh Mélaïne) à un dialogue avec l'ancien régime", Messaoud Ould Boulkheir, sera le "leader haratine historique" qui a su fédérer autour de lui quelques leaders négro-africains. "Quand à Chbih, c'est "l'ex-ministre de Ould Taya qui se présenta contre lui lors de la deuxième élection de 1997, emprisonné pendant deux années pour atteinte à la sûreté d'Etat en connivence avec la Libye". D'autres leaders sont greffés à la liste, tels l'ancien Chef de l'Etat, Mohamed Khouna Ould Haïdallah, challenger de Ould Taya en 2003 et son prisonnier après le scrutin. Un troisième groupe d'opposants en exil est cité, les Flam, mouvement négro-africain en exil, créé en 1980 et qui réclament un fédéralisme et l'autonomie des régions du sud, Conscience et Résistance dirigée par Ould Yessa ainsi que les Cavaliers du Changement nés après le putsch manqué du 8 juin 2003.

L'opposition locale avait d'abord accueilli favorablement le changement, après l'entrevue que leur accorda le nouvel homme fort du pays le 6 août. Certains, comme Messaoud ont vivement exprimé leur réserve surtout après la nomination du nouveau gouvernement puisé dans les cercles proches de l'ancien parti au pouvoir. Selon le Rapport, il s'agirait d'obscurs technocrates qui gravitaient en

arrière plan du régime déchu. Mais si la cooptation de Mohamed Ould Ahmed à la tête de la diplomatie constituait un clin d'œil pour Washington et Tel-Aviv, celle de Sidi Mohamed Ould Boubacar comptait rassurer la France. L'opinion nationale se contentera quant à elle de la nomination de Me Bettah à la tête de la Justice. Plusieurs dossiers restent cependant en suspens, tels celui des réfugiés. Des mesures appréciables sont prises dans la foulée, notamment la dissolution des deux chambres du Parlement, libération des détenus d'opinion. Devant l'ouverture annoncée des autorités au dialogue, l'opposition en exil fait sa déclaration à Dakar le 9 août et les Cavaliers du Changement renoncent à la lutte armée. Mais certains dossiers continuent de connaître la même gestion que sous l'ancien régime, entre autres, la reconnaissance d'un parti islamiste, la libération des détenus islamistes et la question des réfugiés mauritaniens. Pour Crisis Group, la mise sur place d'une Commission consultative pour la réforme de la presse et de l'audiovisuel constitue une avancée considérable, à l'image de la nomination de Moussa Ould Hamed à la tête de l'AMI. La communauté internationale se désespère de plus en plus à partir d'octobre avec la tenue des journées nationales de concertation, suivie de l'application immédiate des recommandations qui en ont découlé, notamment la mise sur pied d'une Commission nationale indépendante (CENI), le recensement administratif à vocation électorale (RAVEL), la réforme de la Justice, l'élaboration d'un calendrier précis des différents scrutins, Référendum constitutionnel le 24 juin 2006, municipales et législatives couplées le 19 novembre 2006, Sénatoriales le 19 janvier 2007 et enfin Présidentielles le 11 mars 2007. D'un autre côté, un canal de dialogue était ouvert avec les partis politiques et la société civile sur toutes les questions nationales (affaire Woodside, dettes...) Le Rapport soulève quand même que si un satisfecit général semble se dégager, quelques réserves ont été émises ici et là par quelques acteurs, avant de citer la plate-forme revendicative introduite par le groupe des HUIT qui dénonçait le manque réel de concertation sur certaines déci-

«La transition politique en Mauritanie : bilan et perspectives»

sions, comme la désignation des membres décentralisés de la Ceni, les modalités du Ravel, les candidatures indépendantes... Le Rapport relève aussi les difficultés de l'ancien parti au pouvoir, le PRDS devenu PRDR, qui a éclaté sous le coup des implosions internes, et le dynamisme créé autour du RFD de Ahmed Ould Daddah

Parmi les défis à relever, selon l'ONG internationale, les enjeux autour du pétrole, d'où une lutte plus efficace contre "la corruption qui gangrène l'économie mauritanienne". Autre problème relevé "le flou qui préside actuellement à l'obtention du marché de distribution des hydrocarbures sur le territoire mauritanien" et qui illustre deux problèmes majeurs, l'existence d'un monopole qui tue la libre concurrence et contribue à maintenir les prix hors de portée, la corruption ainsi que "les relations incestueuses entre économie et décideurs politiques". Sur ce plan, le Rapport cite l'Inspection général d'Etat, semblant ignorer la ratification par la Mauritanie de l'Initiative de Transparence des Industries Extractives..

Réactions

Le Rapport Crisis revient sur les réactions internationales, soulignant que Ely Ould Mohamed Vall est parvenu à rassurer les pays voisins et les partenaires de la Mauritanie. Des pays comme la Tunisie, le Nigeria, les Comores et les Etats-Unis avaient vivement condamnés le putsch du 3 août. Les USA suspendent la Mauritanie de l'Agoa, gèle leur assistance non humanitaire, exclut le pays de l'initiative de la lutte contre le terrorisme au Sahara, avant de finir par envoyer une importante mission en février 2006 coiffée par le premier adjoint du Sous-Secrétaire d'Etat pour les Affaires Africaines, Bobby Pittman. La presse africaine accueille favorablement le changement et l'Union Africaine intransigeante d'abord dans sa condamnation fait marche arrière et apporte son appui au processus de transition sans lever la suspension qui frappe la Mauritanie. La France a condamné du bout des lèvres tout en affichant tout bas son soulagement, l'affaire Ould Dah ayant empoisonné les relations avec le pays. L'Union Européenne a fini aussi par s'engager à appuyer la Mauritanie après les rounds négociations de Bruxelles et les 24 engagements. Avec les 6 millions d'euros pour soutenir la transition, elle montre sa bonne disponibilité. Le Rapport notera que "les partenaires de la Mauritanie et les observateurs semblent avoir accepté la volonté de retour à l'ordre constitutionnel des nouvelles autorités et la continuité qu'entend donner Ely Ould Mohamed Vall aux orientations internationales de son prédécesseur". Sur le plan de ses engagements, Ely a promis de poursuivre sa collaboration dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et la poursuite des relations avec Israël. L'ONG Crisis souligne cependant la neutralité affichée par Ely dans le dossier du Sahara Occidental et l'équilibre des rapports aussi bien avec Rabat qu'Alger, qu'il compte maintenir. Mais le rapport insiste sur la nécessité pour le nouveau pouvoir de marquer sa position sur l'échiquier régional, son prédécesseur ayant créé un déséquilibre en faveur de l'espace maghrébin au détriment de l'environnement africain, un choix que l'ancien président Moctar Ould Daddah avait jugé de préjudiciable à l'équilibre interne de la Mauritanie.